

21/04/2015

Par Patrice Lefrançois

ADD'AGE : les acteurs de terrain mènent une démarche de développement durable

La surprise de ce bilan d'étape de la recherche-action menée par les adhérents de la FNAQPA, n'est pas seulement le potentiel d'économies générées par la démarche de développement durable au service du Grand Âge mais surtout la dynamique enclenchée dans les établissements auprès des personnels, des résidents et des familles.

Innovation, responsabilité, engagement et efficacité tels étaient les objectifs très ambitieux du projet ADD'AGE inauguré en 2014 par Didier Sapy, directeur de la Fnaqpa. L'idée était d'expérimenter dans les établissements des actions ressortant du développement durable, c'est-à-dire des initiatives touchant la vie des résidents dans le but d'améliorer leur qualité de vie, de favoriser aussi le bien être au travail des personnels et d'avoir un impact financier permettant de limiter leur reste à charge.

Le projet avait rencontré l'assentiment de la CNSA qui a financé 80% du budget de l'opération. L'AGIRC-ARRCO s'est aussi associée au projet qui entre parfaitement dans le cadre des valeurs fondatrices de l'action sociale des caisses de retraite complémentaire.

Approches méthodologiques

Les initiatives de terrain se sont développées à deux niveaux : d'une part sur la gestion de l'établissement (achats, gestion de l'eau et de l'énergie, gestion des déchets, bien-être des salariés, etc); d'autre part sur le coeur du métier : service (soin, nutrition, prévention, hébergement, santé et environnement) et le management (mesure de la performance globale moins axée sur les profits à court terme).

Les résultats de l'étude seront révélés à Lyon le 15 décembre 2015 au cours d'un grand colloque.

Transition énergétique

Le point de départ de l'opération était d'anticiper les changements réglementaires touchant le bâti et l'énergie (croissance verte et COP21) mais aussi les risques sanitaires environnementaux (plan régional de santé environnement).

Déchets et gaspillage alimentaire

Dominique Gelmini directeur de la Maison Saint Joseph à Jasseron (01) explique que "l'évaluation des déchets alimentaires a été son fil rouge de prise en main de la démarche". L'implication des cuisines et des personnels de service a permis de réduire les déchets alimentaires cuisinés de 9,2 tonnes/an à 1,5 tonne en un an, soit 38 000 euros d'économies.

Valérie Eymet, directrice de la résidence Massy-Vilmorin (91) a impulsé une dynamique citoyenne portée par les salariés : mise en place du co-voiturage spontané, création d'un tableau de dons et de trocs, et travail de prévention des troubles musculo-squelettiques.

Mais ces efforts, ces économies, il ne faudrait pas qu'elles nous soient confisquées, insiste Didier Sapy, car le but c'est de les réinvestir dans l'amélioration du bien-être des résidents...

Les chiffres clés d'ADD'AGE

Le budget global est de 950 785€

Durée de l'étude : 18 mois. Enquête auprès de 4638 dirigeants. 486 questionnaires exploitables.

13 EHPAD et 2 SSIAD ont participé répartis sur 3 territoires : Ouest/île de France, Centre-Est et Sud-Est.

75 personnes ont été impliquées dans la réalisation du projet, sur des fonctions opérationnelles et de support

Aide de GERONTIM, cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la FNAQPA et C2DS, comité de développement durable en santé, qui a apporté son expertise technique sur le développement durable.

L'université Lyon 1 a apporté son expertise scientifique ainsi que le Dr Geneviève Ruault, déléguée générale de la SFGG (Mobiquat) et Marcel Jaeger, du CNAM.